Fondations politiques et démocratie aux Philippines : le modèle fédéral allemand à l'épreuve des îles

Autor(en): **Pérouse de Montclos, Marc-Antoine**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia**

Band (Jahr): **14 (2009)**

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1007313

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

FONDATIONS POLITIQUES ET DÉMOCRATIE AUX PHILIPPINES

LE MODÈLE FÉDÉRAL ALLEMAND À L'ÉPREUVE DES ÎLES

ABSTRACT: POLITICAL FOUNDATIONS AND DEMOCRACY IN THE PHILIPPINES: A GERMAN FEDERAL MODEL FOR AN ARCHIPELAGO?

An impressive number of local and international NGOs are in operation in the Philippines and amongst these are some whose purpose is to support the democratic transition of the country. Based in Manila for approximately forty years now, the German Political Foundations are especially involved in the decentralising of the state, monitoring elections, backing municipalities and supporting the independence of the media. The KAS (*Konrad Adenauer Stiftung*), on which this article focuses, has also been involved in the peace negotiations of the Mindanao conflict. This crisis, stemming from the opposition of the Moro Muslim minority to a Christian-led government, represented an opportunity to try to export a German federal model in order to solve a regional problem. The proposal put forward did not, however, rally many people, instead being used by a tiny minority to confirm its opposition to a centralised form of government.

Mots-clés: Fondations politiques allemandes · Démocratie · Philippines · Fédéralisme · KAS (Konrad Adenauer Stiftung)

MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS

Le temps de la guerre froide avait consacré l'influence des grandes puissances et de leurs agences de coopération bilatérales sur les changements politiques observés dans les pays en développement. Depuis lors, l'émergence d'un monde multipolaire a remis en question les prétentions «monopolistiques» des Etats dans ce domaine. A présent, les ONG occidentales participent de plus en plus à l'élaboration et à la propagation de normes de gouvernance qui touchent aussi bien à la promotion des femmes qu'à la défense de l'environnement ou au respect des libertés civiques. Dans toute leur diversité, ces organisations cherchent à marquer leurs différences par rapport aux logiques étatiques. Certains auteurs y voient ainsi des forces de la globalisation par le bas contre le monde d'en haut, celui des entreprises et des gouvernements (Falk 1999: 127-136). Pour autant, il ne faut pas trop s'illusionner sur le pouvoir de contestation des ONG. Celles-ci ont par exemple contribué à uniformiser et diffuser les discours officiels sur les mérites de la démocratie. La littérature académique pointe notamment leur conformisme et leurs défaillances. De fait, les ONG occidentales sont aussi des instruments du *soft power* des grandes puissances, voire les relais d'un impérialisme «philanthropique» et «capitaliste» (Arnove 1982; Guilhot 2004). Loin de représenter la société civile, qu'elles ont littéralement «colonisée» (Chauvel 2006), elles ne sont pas élues par les masses et émanent généralement des élites. En outre, leur contribution aux processus de démocratisation des pays en développement n'est nullement démontrée (Pérouse de Montclos 2007). Les observateurs les plus critiques considèrent même qu'en investissant l'espace politique local et en y imposant leur propre hiérarchie, elles ont pu «éroder» la démocratie participative et «dissoudre» la société civile (Pandolfi 2000; Juma et Suhrke 2002).

Tout comme pour les Etats, la question se pose donc de savoir dans quelle mesure les normes «exportées» par les ONG sont reçues, traduites, filtrées, assimilées et/ou rejetées par les populations récipiendaires. Il importe notamment de comprendre comment les acteurs politiques utilisent et récupèrent ces ressources «extérieures» au niveau local et national. L'archipel des Philippines constitue un cas emblématique en la matière[1]. Pays parmi les plus pauvres de l'Asie du Sud-Est, il recense un nombre impressionnant d'ONG de développement. Historiquement, il a toujours été ouvert aux influences étrangères, indonésienne, mélanésienne, arabe, espagnole, japonaise ou américaine. Envahi à plusieurs reprises par les troupes de Madrid, Tokyo et Washington, il a produit une société

[1] Cet article est tiré de missions de terrain à Manille, Singapour et Kuala Lumpur en août 2007 et juin 2008. Outre les contacts pris au préalable à Paris, des entretiens ont été réalisés avec des responsables des fondations Konrad Adenauer et Friedrich Ebert, tant expatriés que philippins ou malaisiens, ainsi qu'avec leurs partenaires locaux et des observateurs avertis de la scène des ONG. Le travail a ensuite été complété par la lecture des nombreux rapports et études produits par ces «courtiers en démocratie».

hybride qui a fait preuve d'une grande réceptivité culturelle. Indépendant depuis 1946 seulement, il a d'abord été la tête de pont des Etats-Unis dans la région pendant la guerre froide, puis a renoué avec le pluralisme politique après la chute de la dictature du président Ferdinand Marcos en 1986. Dominé par des élites catholiques et pro-occidentales, le pouvoir philippin n'en a pas moins connu de fortes tensions régionales, avec une insurrection communiste dans l'île de Luzon au nord et un conflit sécessionniste mené par la minorité musulmane des Moro de Mindanao dans le sud.

Dans un contexte de coopération relativement favorable, Américains et Australiens ont alors proposé leurs modèles démocratiques. L'Allemagne a également joué un rôle non négligeable malgré sa position d'*outsider* par rapport aux Japonais, aux Chinois et même aux Malaisiens, qui ont supervisé le cessez-le-feu à Mindanao[2]. A travers les fondations politiques qu'elle subventionne, Berlin a notamment cherché à accompagner la transition démocratique de l'archipel. Emanation du parti démocrate-chrétien (CDU), la Fondation Konrad Adenauer (KAS), en particulier, a essayé de promouvoir un modèle fédéral pour résoudre le conflit de Mindanao. Seule nation catholique de la région, les Philippines offraient en effet un terrain favorable à une influence démocrate-chrétienne; témoin de ce lien privilégié, le bureau régional de la KAS est resté à Manille jusqu'à son transfert à Singapour en 2001. Autre avantage, l'archipel n'était pas aussi viscéralement hostile aux préconisations allemandes que des régimes centralisés comme le Vietnam ou des pays en proie à des tensions sécessionnistes comme l'Indonésie ou la Thaïlande, ceci sans parler de la Malaisie, qui avait déjà opté pour un système fédéral et qui n'a montré aucun intérêt pour le modèle des *Länder*.

Aux Philippines, l'expérience de la Fondation Konrad Adenauer est intéressante à plus d'un titre car elle répond à la volonté d'exporter une norme politique sans pour autant préjuger de son appropriation localement. De fait, l'idée de fédéraliser le pays rencontre peu d'adhésion et n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Les quelques Philippins qui y sont favorables ont toujours été très minoritaires et leurs projets n'ont jamais abouti depuis la fin de la colonisation espagnole en 1899. Aujourd'hui, seule une toute petite élite de Mindanao et de Luzon paraît susceptible de relayer les ambitions fédéralistes de la KAS, qui semblent assez artificielles de ce point de vue. A terme, il se pourrait cependant que certains courants régionalistes soient tentés de reprendre ces propositions à leur compte afin de conforter leur opposition au pouvoir central et de demander une décentralisation accrue du gouvernement.

LES FONDATIONS POLITIQUES ALLEMANDES: UN OBJET EN TRANSITION

Avant d'étudier plus avant la trajectoire et l'impact du projet fédéral aux Philippines, il importe d'abord de préciser rapidement le mode de fonctionnement des «courtiers en démocratie» que sont les fondations politiques allemandes[3]. Tirant leur légitimité des partis représentés au Parlement à Berlin, celles-ci constituent en effet un objet singulier par rapport aux fondations d'entreprises, sans même parler de leurs équivalents aux Etats-Unis. Financées par le gouvernement, elles relaient les intérêts de la diplomatie allemande. Après la Seconde Guerre mondiale, leurs interventions à l'étranger ont d'abord été conditionnées par les alliances de la guerre froide et leur insertion dans des Internationales de partis: démocrate-chrétienne pour la KAS; socialiste pour la Fondation Friedrich Ebert (FES). Leur objectif était notamment de promouvoir l'Allemagne de l'Ouest sur la scène internationale, et donc de bloquer la reconnaissance diplomatique de la République démocratique allemande. Dans un tel contexte, leur projet était d'endiguer la menace communiste et non d'exporter le modèle fédéral des *Länder*.

Ainsi, la KAS s'est d'abord implantée aux Philippines en 1968 pour soutenir la création d'un mouvement démocrate-chrétien, le NUCD (*National Union of Christian Democrats*), sous l'égide de Raul Manglapus. Dans un premier temps, l'expérience n'a pas été très marquante. Candidat malheureux aux élections présidentielles de 1965 contre Ferdinand Marcos, Raul Manglapus (1918-1999) a été contraint de rester en exil aux Etats-Unis après l'imposition de la loi martiale en 1972, et il n'a pu revenir aux Philippines qu'à la chute de la dictature en 1986. Par la suite, l'Union nationale des démocrates-chrétiens devait cependant connaître des jours meilleurs. Au moment des élections présidentielles de 1992, elle a en effet formé une coalition appelée *Lakas*, «La Force», qui allait sortir vainqueur du scrutin avec le Parti pour le pouvoir au peuple (*Partido Lakas ng Tao*) du président Fidel Ramos. Rejointe en

[2] Les Philippines font en l'occurrence partie d'une liste restreinte de pays prioritaires qui accaparent les deux tiers de l'aide publique au développement de la coopération allemande.

[3] Par «courtiers en démocratie», on entend ici des organisations qui, étatiques ou non, visent expressément à exporter des valeurs, des normes et des systèmes de gouvernement sans pour autant chercher à les imposer par la force. Le courtage relève du *soft power* et met en évidence l'importance des intermédiaires locaux précisément parce qu'il repose sur la persuasion et l'adhésion plutôt que la contrainte coloniale ou militaire.

1997 par l'Union des démocrates musulmans des Philippines, l'UMDP (*Union of Muslim Democrats of the Philippines*), cette alliance a finalement pris le nom de Lakas-CMD (*Christian Muslim Democrats*) et est revenue au pouvoir en 2001.

Arrivée à Manille en 1964, la Fondation Friedrich Ebert a, de son côté, rencontré plus de difficultés pour coopérer avec une mouvance socialiste éclatée et durement réprimée par la dictature de Ferdinand Marcos. Créé dans la clandestinité en 1973 et légalisé en 1990, le PDSP (*Partido Democratiko Sosyalista ñg Pilipinas*) n'allait pas être retenu comme un partenaire fiable car il n'avait de social-démocrate que le nom: aujourd'hui, il est d'ailleurs dirigé par un conseiller national à la sécurité, Norberto Gonzales, qui a rallié le camp gouvernemental avec pour mission, précisément, de réprimer les mouvements de gauche! Faute de mieux, la FES a donc dû se résoudre à soutenir des groupuscules qui n'ont eu quasiment aucune influence sur la scène politique nationale. A travers un centre d'études socialiste, le *Centre for Popular Empowerment*, la fondation a par exemple appuyé les travaux du BISIG (*Bukluran sa Ikauunlad ñg Sosyalistang Isip at Gawa*), un mouvement lancé en 1986 par des universitaires de Manille, des anciens communistes, des chrétiens progressistes, des syndicalistes et des sociaux-démocrates en rupture de ban avec le PDSP (Chavez et Llamas 2006). Cette formation, qui a développé une rhétorique révolutionnaire sans opter pour la lutte armée, n'a jamais réussi à étendre son audience et a lamentablement échoué aux élections présidentielles de 1992, lorsqu'elle s'est alliée aux libéraux de Benigno Aquino pour soutenir la candidature du sénateur Jovito Salonga sous les couleurs du PDP-Laban (*Partido Democratiko ñg Pilipinas-Laban ñg Bayan*). La FES n'a pas non plus rencontré de succès avec les autres groupements politiques se réclamant du socialisme, le LnM (*Laban ñg Masa*) en 1995 ou le parti d'action citoyenne *Akbayan* en 1998.

Le contexte a de toute façon évolué depuis la fin de la guerre froide. Désormais, les fondations politiques allemandes se préoccupent moins de travailler dans le cadre des Internationales auxquelles appartiennent leurs partis respectifs. De surcroît, la FES et la KAS ont comblé une partie des divergences qui avaient autrefois pu les opposer sur le plan idéologique. Aux Philippines, elles se sont parfois retrouvées à coopérer avec les mêmes types de partenaires en vue de «renforcer les capacités de la société civile», pour reprendre l'expression consacrée. Bien que plus sensible aux questions touchant au droit du travail, la Fondation Friedrich Ebert, par exemple, n'a pas eu l'exclusive d'une relation avec les syndicats[4]. De plus, la FES comme la KAS se sont toutes deux impliquées dans l'observation et l'organisation des élections. La première a participé à l'élaboration d'une loi qui, pour la première fois en 2004, a autorisé les Philippins de la diaspora à voter depuis l'étranger. La seconde a quant à elle essayé de promouvoir des campagnes électorales pacifiques et démocratiques en publiant un manuel à l'intention des candidats (Hofileña 2006). Dans tous les cas, tant la FES que la KAS ont proposé des réformes en vue de décentraliser le gouvernement. Depuis 1992, la Fondation Friedrich Ebert soutient ainsi un programme qui cherche à renforcer l'autonomie des municipalités en les incitant à commercialiser leurs ressources, à promouvoir les petites entreprises et à investir dans des projets rentables (SEED 2006).

Au vu de leurs implantations historiques aux Philippines, la KAS auprès du pouvoir et la FES dans l'opposition, les deux principales fondations politiques allemandes n'ont cependant pas bénéficié de la même marge de manœuvre pour investir un sujet aussi sensible que celui des négociations de paix en vue de régler les conflits de Mindanao ou Luzon[5]. Soucieuse d'enraciner ses collaborations dans la durée, avec une trentaine de partenaires réguliers, la Fondation Friedrich Ebert

[4] La KAS soutient la FFF (*Federation of Free Workers*); la FES, l'APL (*Alliance of Progressive Labour*) et la CIU (*Confederation of Independent Unions in the Public Sector*) mais pas le Mouvement du Premier Mai KMU (*Kilusang Mayo Uno*), d'obédience communiste, qui réclame un partenariat exclusif au détriment des autres centrales ouvrières ou paysannes. Dans un pays où le taux de syndicalisation atteint péniblement 6% de la force de travail, la Fondation Friedrich Ebert cherche aujourd'hui à promouvoir une fusion des syndicats de la fonction publique et du secteur privé, et elle appuie l'organisation de syndicats dans les milieux émigrés philippins à l'étranger (CMA 2005; Barriga et Mirko 2006).

[5] On observe d'ailleurs une pareille situation en Malaisie. Présente dans le pays depuis 1978, la KAS a en l'occurrence bénéficié de la protection du pouvoir grâce aux cadres de l'administration qu'elle avait formés à l'Institut malaisien de gestion. Un tel entregent lui a permis de travailler sans trop de problèmes avec les *think tanks* de dissidents comme Anwar Ibrahim, le célèbre opposant emprisonné pour «sodomie» et opportunément déclaré inéligible, ou Abdullah Razak Baginda, le directeur controversé du *Malaysian Strategic Research Centre*, accusé depuis lors du meurtre d'une mannequin d'origine mongole. La FES, en revanche, n'a pas échappé aux foudres du pouvoir. Arrivée à Kuala Lumpur en 1967 pour soutenir un parti d'opposition de gauche créé l'année précédente, le DAP (*Democratic Action Party*), elle a suscité l'ire des autorités en critiquant ouvertement la politique économique du régime et en soutenant la centrale ouvrière du MTUC (*Malaysian Trade Union Congress*) dans un contexte de menace de boycott de la Malaisie par les syndicats américains. Résultat, la Fondation Friedrich Ebert a dû mettre un terme à ses activités en 1991, lorsqu'un décret lui a interdit tout contact officiel avec des représentants du gouvernement. Refusant de s'enregistrer comme une ONG locale et de constituer un conseil d'administration entièrement malais, elle a alors attendu plusieurs années avant de redémarrer discrètement des programmes en partenariat avec un institut des médias en 1997, à défaut de rouvrir officiellement un bureau. Aujourd'hui, la FES dispose d'un représentant permanent à Kuala Lumpur depuis 2005, mais tous les projets menés en Malaisie sont théoriquement supervisés par sa délégation régionale à Singapour.

s'est quelque peu dispersée entre les syndicats, les organisations féministes, le Ministère du travail, les médias, les ONG de la diaspora et les centres de recherches du département d'économie de l'Université de Manille. Alors que son budget opérationnel a diminué de 30% en trois ans et est passé sous la barre du demi-million d'euros en 2007, la FES n'a pas réussi à nouer des contacts constructifs avec les insurgés communistes et n'a guère eu l'opportunité de lancer de nouveaux projets en direction de Mindanao, terrain où la KAS avait pris une indéniable avance. Cette dernière a en revanche tiré parti de ses connexions gouvernementales pour se permettre de financer des organisations proches de la rébellion moro. Son investissement dans le conflit est d'ailleurs allé de pair avec un désengagement des champs d'intervention «traditionnels» de la fondation aux côtés du Lakas-CMD, la coalition revenue au pouvoir à Manille lors de l'élection de la présidente Gloria Arroyo en 2001. Les programmes en faveur de la fédéralisation des Philippines et de la paix à Mindanao ont ainsi démarré au moment où la KAS commençait à réduire considérablement ses financements en faveur du Lakas-CMD, qui ont chuté de 90% entre 1998 et 2001.

UN PROJET FÉDÉRAL POUR MINDANAO

La construction d'un projet fédéral pour résoudre les conflits sécessionnistes de l'archipel ne s'est évidemment pas faite du jour au lendemain. Concernant la minorité musulmane des Moro dans le sud, la KAS a en l'occurrence poursuivi une stratégie articulée autour de quatre principaux registres: le suivi du processus de paix; un travail de fond en faveur d'une décentralisation de l'ensemble du pays; la revendication d'un statut spécial pour Mindanao; et des pressions exercées depuis Singapour au niveau de l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*). De par son envergure à la fois locale et transnationale, un tel dispositif a permis d'enserrer le problème en le maillant à partir de plusieurs points d'entrée.

Sur le terrain d'abord, la KAS a cultivé des liens étroits avec les «anciens» rebelles du MNLF (*Moro National Liberation Front*), qui ont rallié le gouvernement, et avec les dissidents du MILF (*Moro Islamic Liberation Front*) qui, déçus par le statut d'autonomie accordé à la région, ont repris la lutte armée en lui injectant une forte dimension religieuse. La fondation est par exemple très proche d'Abraham «Abet» Iribani, dont elle a financé la publication des mémoires et qui a été l'émissaire du MNLF lors des négociations de paix de 1992-1996 (Iribani 2006; Rasul 2007). A partir de 2003, elle a également développé avec l'IAG (*Institute for Autonomy and Governance*) un partenariat qui, formalisé en 2006, lui a donné un accès privilégié aux cadres politiques du MILF. Fondé en 2001, ce *think tank* relaie une partie des revendications des insurgés. Il finance ainsi la branche humanitaire du MILF, la *Bangsamoro Development Agency*, et publie depuis 2005 une revue trimestrielle, l'*Autonomy and Peace Review*, qui se veut académique et propose des analyses sur les statuts d'autonomie insulaire dans la région, telle Bougainville en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La KAS, pour sa part, rend compte des progrès des négociations de paix à travers une lettre mensuelle, *Kablalan* («Ouverture»), qui est rédigée par des représentants du gouvernement et du MILF tout à la fois. Soucieuse de suivre la situation au plus près, la fondation travaille également à la création d'une ONG de défense des droits de l'homme à Mindanao, conjointement avec ses partenaires du PCID (*Philippine Council for Islam and Democracy*), de la MKFI (*Magbassa Kita Foundation, Inc.*) et des MWPA (*Muslim Women Peace Advocates*).

Forte de ce maillage au niveau local, la KAS a pu faire remonter au niveau national l'idée selon laquelle le fédéralisme serait un juste compromis entre l'autonomie régionale et l'indépendance complète des territoires moro: une éventualité longuement évoquée lors d'une conférence financée par ses soins en juillet 2006. A l'en croire, un tel système répondrait aux aspirations de musulmans attachés à la protection de leur «domaine ancestral» contre «l'invasion» des migrants chrétiens. Il permettrait notamment de solutionner les problèmes sécessionnistes en intégrant économiquement des zones rebelles qui, précisément, comptent parmi les moins développées du pays. De fait, le statut d'autonomie accordé à Mindanao ne fonctionne pas bien. Outre la corruption de l'administration sur place, Manille court-circuite régulièrement le gouvernement régional du MNLF car le budget des collectivités locales continue de dépendre du pouvoir central. Pour la KAS, les revendications des Moro seraient mieux satisfaites si leurs îles bénéficiaient d'un statut spécial dans un cadre fédéral.

Depuis Mindanao, la fondation a ainsi appuyé le développement d'un Mouvement citoyen pour la fédéralisation des Philippines, le CMFP (*Citizen's Movement for a Federal Philippines*), qui a ouvert des bureaux à Manille en février 2003 afin d'acquérir une dimension nationale et de se transformer en *lobby* politique, le *Kilusang Pideral Pambansa*. Son objectif, assez improbable, est d'obtenir l'approbation d'une Constitution fédérale d'ici 2010. En attendant, des discussions en ce sens ont effectivement démarré avec l'assentiment du Lakas-CMD, la formation au pouvoir, soutenue par la KAS. En août 2005, le gouvernement a ainsi établi une commission en vue d'étudier les possibilités de fédéralisation du pays. Présidée par Jose

Abueva, un professeur de sciences politiques très favorable au projet, celle-ci a rendu son rapport en décembre suivant mais n'a pas réussi à dégager de consensus sur le sujet, une bonne partie de ses membres optant pour l'attribution d'autonomies régionales au coup par coup.

Au-delà du cas de Mindanao, il est intéressant de noter qu'en réalité, la KAS avait déjà contribué à la rédaction de plusieurs projets de Constitution fédérale en 1991 puis 2001 (Abueva 2002; Camara et Agra 2005; KAS 2005). La fondation avait notamment soutenu des propositions visant à créer trois, sept ou douze Etats basés sur les trois grandes régions de Luzon, Visayas et Mindanao (LOGODEF 2005). Le projet le plus complexe aurait consisté à établir des entités autonomes en fonction de la viabilité économique, des spécificités culturelles, des particularités ethnolinguistiques et de la contiguïté géographique des territoires envisagés. En option, la capitale aurait été déménagée de Manille vers la zone économique spéciale de Clark, ancienne base militaire américaine en attente de reconversion… et par ailleurs région natale de la présidente Gloria Arroyo. Le tout aurait été accompagné d'un renforcement des pouvoirs du Parlement et de la création d'un poste de Premier ministre pour rééquilibrer un régime par trop présidentialiste.

A l'instar du Canada, qui cherche également à promouvoir son modèle fédéral aux Philippines, l'Allemagne a ainsi tenté d'exporter le principe de subsidiarité qui constitue la clé de voûte du système des *Länder*. A travers la KAS, elle n'a pas ménagé ses efforts pour encourager le gouvernement à décentraliser le pays jusqu'au niveau municipal. Créée en 1989 par la Fondation Konrad Adenauer, qui la finance depuis lors, une ONG philippine, la LOGODEF (*Local Development Foundation*), a notamment servi à relayer les propositions allemandes pour demander un renforcement des pouvoirs provinciaux (Preschle et Sosmeña 2005 et 2006). Porteur du *lobby* fédéraliste, cet organisme a souligné que les collectivités locales n'avaient pas suffisamment de moyens fiscaux pour financer leur budget, s'affranchir des subventions de la capitale et mettre en œuvre une véritable politique de développement. Aussi la LOGODEF a t-elle commencé en 2001 à s'impliquer dans les travaux d'un comité sénatorial chargé de réviser le code municipal de 1991. Aujourd'hui encore, la filiation de l'ONG philippine avec le modèle allemand est assez patente. C'est au nom de la KAS que la LOGODEF décerne des médailles aux maires ou aux conseillers régionaux les plus méritants. A l'échelle de l'Asie du Sud-Est, l'ONG anime en outre des réseaux de collectivités locales qui entretiennent des relations suivies avec les bourgmestres et responsables de *Länder* allemands.

Un tel procédé est significatif. Il témoigne de la volonté de propulser l'idée fédérale à un niveau international, en l'occurrence avec un relais institutionnel via l'ASEAN. Depuis Singapour, où se trouve sa délégation régionale, la KAS cherche en effet à promouvoir une vision pan-asiatique des problèmes locaux[6]. Ses efforts portent notamment sur les velléités d'intégration de l'ASEAN, d'une part, et l'établissement d'un réseau de journalistes de langue anglaise, l'ANN (*Asia News Network*), d'autre part. Bien que les bureaux nationaux de la fondation conservent toute leur autonomie, ces activités ont d'indéniables conséquences pour les Philippines, qui sont membres de l'ASEAN. Elles nourrissent par exemple les débats sur la crise de Mindanao en s'inspirant du système fédéral en Malaisie ou de l'insurrection de la minorité musulmane dans le sud de la Thaïlande (Montiel 2004; Yusuf et Schmidt 2006). Et elles offrent des tribunes d'expression à des ONG philippines comme l'ISDS (*Institute for Strategic and Development Studies*), qui a monté un réseau pan-asiatique, l'*ASEAN People's Assembly*, dont les réunions annuelles se tiennent le plus souvent à Manille[7].

UNE GREFFE EN DEVENIR?

Grâce à son maillage au niveau municipal, national et supra-régional tout à la fois, la KAS a ainsi contribué à diffuser le discours fédéraliste aux Philippines. Reste à savoir dans quelle mesure ses recommandations ont été reprises sur place. Concrètement, l'option fédérale s'est

[6] Fermé au bout d'une quinzaine d'années, en 1985, le bureau de la KAS ne mène plus aucune activité à Singapour même car le formidable essor de la cité-Etat n'a bientôt plus justifié la mise en œuvre de projets de développement. Désormais, le positionnement de la KAS dans le pays sert uniquement à monter des programmes transnationaux. Son bureau régional a en l'occurrence été établi à Singapour en 2001 dans une ville choisie à cause de ses facilités logistiques et en dépit du coût de la vie par rapport à Manille, qui était trop marginalisée sur le plan économique, et à Bangkok, où le raidissement nationaliste du gouvernement de Thaksin Shinawata ne se prêtait pas à l'implantation de fondations étrangères. De son côté, la FES dispose également à Singapour d'une représentation ouverte en 1970 et régionalisée dès 1995. Elle a d'autant plus vite renoncé à ses programmes locaux qu'elle n'a jamais été proche du parti au pouvoir, le PAP (*People's Action Party*), qui a de lui-même quitté l'Internationale socialiste sous peine d'en être expulsé à cause de ses infractions au droit du travail.

[7] En l'occurrence en 2003, 2005, 2006 et 2007. Lancée en 2001 dans l'île indonésienne de Batam, cette plateforme d'ONG veut participer à la rédaction d'une Constitution pour l'ASEAN et reçoit un soutien financier de la KAS, de George Soros, de l'*Asia Foundation* et des coopérations japonaise et canadienne tout à la fois (Morada 2007).

heurtée à plusieurs obstacles. Tout d'abord, des critiques académiques ont mis en pièces une démonstration peu convaincante. De plus, le discours fédéraliste n'a guère rallié les régions sécessionnistes susceptibles d'y adhérer, et il n'a pas ou peu été relayé au niveau national. Outre que les précédents projets du genre avaient tous échoué, des mouvements de gauche se sont notamment opposés à des révisions constitutionnelles ouvrant la voie à une éventuelle présidentialisation du pouvoir.

Telle que présentée par le CMFP et le professeur Jose Abueva, la solution fédérale proposée par la KAS fait figure de panacée pour endiguer les tendances sécessionnistes, pacifier le pays, démocratiser les institutions, responsabiliser la classe politique, assurer un plus grand respect des droits de l'homme et promouvoir la participation des citoyens à la vie politique et aux décisions qui les concernent directement. La décentralisation de l'Etat permettrait par exemple d'améliorer la gouvernance des élus régionaux et d'élargir leur base fiscale grâce à une meilleure rentrée des impôts et à un surcroît de légitimité aux yeux des électeurs. Autre avantage, le système relancerait l'économie en incitant les Etats fédérés à optimiser les performances de leur administration afin d'attirer les investisseurs.

Mais pour certains chercheurs, ces propositions relèvent plus de la profession de foi que d'un raisonnement appuyé sur un véritable dispositif scientifique (May 2007). Parmi les arguments retenus, il est ainsi décrété sans autre forme de procès que les systèmes unitaires sont «monolithiques», «passés de mode» et foncièrement inadaptés à notre époque (LOGODEF 2005: 7). Dans le même ordre d'idées, un des participants aux discussions sponsorisées par la KAS affirme à partir d'exemples latino-américains que les régimes présidentiels sont structurellement et intrinsèquement défectueux, quel que soit le contexte (Abad 2002: 291). D'une manière générale, les brochures diffusées par la fondation ne font pas référence aux ouvrages analysant les inconvénients ou la faillite des systèmes fédéraux (Franck 1968). Au mieux, quelques critiques sont mentionnées pour être aussitôt récusées...

Pourtant, le fédéralisme ne résout certainement pas toutes les tensions sécessionnistes. Les cas du Cachemire en Inde, du delta du Niger au Nigeria, du Bengladesh au Pakistan ou de Singapour en Malaisie le montrent à leur manière, sans même parler de la guerre civile aux Etats-Unis ou de l'éclatement de la Yougoslavie et de l'Union soviétique. Bien entendu, l'objectif n'est pas ici de passer en revue les nombreux développements théoriques sur les mérites et inconvénients des systèmes fédéraux, notamment en Asie. Il est plutôt d'évoquer les termes du débat tel qu'il a pu se poser aux Philippines. De fait, arguent les détracteurs du modèle allemand, il n'est absolument pas évident que la pacification de Mindanao nécessite la fédéralisation de tout l'archipel. Si l'établissement de deux régions autonomes n'a pas permis de résoudre les tensions, il n'y a pas de raisons que la création d'une dizaine d'Etats fédérés mette fin aux conflits sécessionnistes. *A priori*, il n'est nullement démontré qu'un gouvernement fédéral garantirait mieux les droits de l'homme, les libertés individuelles et la décentralisation de l'administration territoriale, qui sont déjà inscrits dans la Constitution de 1987 et le code des collectivités locales de 1991.

Au contraire, un tel système risquerait de renforcer le pouvoir et la corruption des caciques locaux, dont certains sont d'ailleurs favorables au projet fédéraliste. Au lieu d'avoir un seul dictateur dans le cadre d'un régime présidentiel et centralisé, il y en aurait autant que d'Etats fédérés! Parmi les dispositions soutenues par la KAS, plusieurs prêtent en l'occurrence le flanc à une pareille dérive. Le projet de Constitution rédigé par le professeur Jose Abueva en 2001 augmente ainsi le pouvoir de coercition des autorités locales en leur confiant le contrôle de la police, tandis que la LOGODEF préconise un rallongement du mandat des conseillers municipaux sous prétexte qu'en trois ans, ils n'auraient pas le temps d'entreprendre une véritable politique de développement[8].

Dans un système fédéral, qui plus est, la Région autonome de Mindanao serait placée à égalité avec tous les Etats constitutifs de l'ensemble philippin. Ce dispositif aurait le mérite d'intégrer les territoires musulmans dans un moule national, quitte à nier leur spécificité ethnique et culturelle. Mais il présenterait l'inconvénient de faire perdre à Mindanao son statut spécial pour obtenir des fonds du pouvoir central, l'obligeant à entrer en compétition avec les autres Etats fédérés. Des proches de la KAS admettent d'ailleurs les limites du modèle allemand. Le directeur de l'IAG, Benedicto Bacani, reconnaît par exemple que, sur le papier tout au moins, l'actuel statut d'autonomie régionale accorde plus de pouvoir aux Moro que le projet de Constitution fédérale du CMFP (Bacani 2004: 2, 132-134). Aujourd'hui, le gouvernement de Mindanao peut théoriquement légiférer dans tous les domaines du moment que ses initiatives ne contreviennent pas aux lois fondamentales de la République. A l'exception de la ges-

[8] Interview avec le directeur de la LOGODEF, Gaudioso Sosmena, à Manille en août 2007.

tion des ressources naturelles et minières, le projet de la KAS est en revanche plus restrictif car il précise les attributions de chacun. S'il accorde une souveraineté de principe aux Etats fédérés, il leur interdit d'empiéter sur les prérogatives du gouvernement central et laisse à ce dernier le soin de trancher en cas de litige. En proclamant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il soulève en outre des problèmes d'application dans l'éventualité de la création d'une région musulmane gouvernée par la charia, c'est-à-dire par le droit coranique.

Autrement dit, il se pourrait fort bien que le projet fédéral du CMFP et de la KAS soit en fait défavorable aux populations moro! Sur place, le MILF ne cache pas sa préférence pour l'indépendance. Seule une partie de l'élite moro ralliée au camp gouvernemental soutient l'idée fédérale, notamment l'ancien député Datu Michael Mastura. D'autres préfèrent le modèle de Hongkong, avec «un pays et deux systèmes» (Santos 2002: 246). Dans tous les cas, il s'agit d'une minorité car, contrairement aux idées reçues, la région de Mindanao est peuplée en majorité de chrétiens qui ne sont pas favorables à un projet de fédéralisation. Quant aux quelques îles encore dominées par des musulmans, il n'est même pas évident qu'elles épousent la cause fédérale. La question se pose d'ailleurs à propos des tribus montagnardes qui habitent les Cordillères dans le nord de Luzon, autre région autonome et traditionnellement rétive au pouvoir central. *A priori*, on ne voit pas pourquoi ces dernières trouveraient un projet fédéral plus attractif. Au vu de leur éloignement géographique et de leurs différences culturelles, elles ont de toute façon fort peu de chances de former une plateforme commune avec les musulmans de Mindanao pour conjuguer leurs agendas politiques.

Ainsi, l'ambition fédéraliste de la KAS n'a guère été relayée au niveau national. Historiquement, les précédents projets du genre ont tous échoué. Au moment de l'insurrection contre le colonisateur espagnol, l'éphémère république indépendante proclamée par le général Emilio Aguinaldo reposait certes sur un principe fédéral. Mais l'idée devait faire long feu et ne fut pas retenue lorsque le Congrès révolutionnaire vota une Constitution en 1899. Le rouleau compresseur de l'occupation américaine allait de toute façon broyer les espoirs indépendantistes, écrasant l'autonomie de la petite république de Negros, qui résista jusqu'en 1901. Sous la férule de Washington, le courant fédéraliste a alors pris un tout autre sens et exprimé le souhait d'un rattachement de l'archipel aux Etats-Unis, notamment dans les années 1930. Face à la montée en puissance d'un mouvement nationaliste, ces *Federalistas* sont toujours restés très minoritaires. Lancé en 1900 par des Philippins proaméricains à un moment où les autres partis étaient interdits et où les revendications d'indépendance étaient passibles de prison, le *Partido Federal* a par exemple sombré assez vite dans les oubliettes de l'histoire lorsque les premières élections ont été autorisées en 1907.

Concernant Mindanao, les projets fédéralistes sont apparus d'autant plus suspects que Washington a été accusé de chercher à diviser pour mieux régner. En 1910, les planteurs américains de Zamboanga ont en effet demandé que la région soit séparée des Philippines et directement rattachée aux Etats-Unis. En 1926, leur proposition devait être reprise à Washington par un député, Robert Bacon, qui voulait accorder l'indépendance à Mindanao et Sulu pour y installer une base navale. Les sultans moro, qui avaient lancé une pétition en ce sens dès 1924, avaient eux-mêmes tranché en faveur d'une annexion par les Etats-Unis plutôt que d'une accession à l'indépendance avec les autres îles philippines. En 1935, ils renouvelaient d'ailleurs leurs inquiétudes quant à un processus d'autonomie accordé à l'ensemble de l'archipel. Préférant la protection de Washington à la domination de Manille, ils étaient prêts à retarder l'indépendance du pays, finalement acquise en 1946.

Aujourd'hui encore, les Américains sont suspectés d'être favorables à une indépendance de Mindanao sous la tutelle des Etats-Unis (Esposo 2007: 13). Foyer de plusieurs groupes «jihadistes», la région a en effet suscité un regain d'intérêt dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme». Elle a notamment attiré l'attention de la coopération américaine. A l'instar de son équivalent australien, l'agence USAID (*United States Agency for International Development*) consacre ainsi 60% de son budget philippin au pays moro, où elle a multiplié les projets d'éducation, de santé publique, d'appui à la petite entreprise, de soutien aux municipalités, de défense de l'environnement et de réintégration des guérilleros démobilisés. Ce faisant, elle a conforté l'argument selon lequel la région de Mindanao est économiquement viable parce qu'elle fournit une part importante des exportations et des ressources en devises de l'ensemble de l'archipel. Autre indice, les fondations américaines présentes aux Philippines ne prônent pas de solution fédérale, à la différence de leurs homologues allemandes.

Résultat, qu'il s'agisse de fédéralisme ou d'indépendance, toute modification du *statu quo* territorial est soupçonnée de servir les intérêts des Etats-Unis et de la classe dirigeante. La méfiance est surtout perceptible de la part des démocrates de gauche hostiles à la révision d'une Constitution symbolisant la fin de la dictature. D'une manière générale, les tentatives de réforme constitution-

nelles, appelées «cha-cha» (pour *charter change*), ne jouissent pas d'un fort soutien populaire. Manipulées à des fins électorales, elles semblent destinées à favoriser le retour de l'armée et à conforter le pouvoir des politiciens corrompus, au premier rang desquels la présidente Gloria Arroyo, qui chercherait ainsi à redorer son blason après toute une série de scandales d'achats de vote et de détournements de fonds. Certes, les discussions parlementaires sur la fédéralisation des Philippines transcendent les clivages partisans et ne sont pas l'apanage des conservateurs[9]. Mais elles restent confinées à un étroit cercle de spécialistes. Selon un sondage réalisé en juillet 2004, près de la moitié de population est en fait opposée à des projets de fédéralisation qui sont d'abord compris comme un moyen de consolider l'emprise des caciques locaux (Buendia 2006: 183).

La question se pose donc de savoir dans quelle mesure les relais philippins de la KAS sont véritablement représentatifs. A Mindanao, les autres ONG qui adhèrent au projet fédéral, tel le TACDRUP (*Technical Assistance Center for the Development of the Rural and Urban Poor*), sont également des partenaires de la fondation (Bück 2007). Aussi peut-on légitimement s'interroger sur l'ancrage réel des propositions allemandes. En dehors d'une petite minorité d'intellectuels, le projet fédéral ne semble pas rencontrer le moindre écho dans la population. Au niveau de l'ASEAN, la KAS soutient également des partenaires assez élitistes. L'*ASEAN People's Assembly* prétend ainsi représenter les intérêts du «petit peuple» mais ne rassemble que des hauts fonctionnaires, des académiques et des cadres d'ONG issus des classes moyennes. Beaucoup critiquent en l'occurrence le conservatisme de ce *lobby* et sa proximité avec les autorités gouvernementales; la FES, par exemple, préfère soutenir un réseau rival et altermondialiste, le SAPA (*Solidarity for Asian People's Advocacy*)...

On aurait cependant tort de réduire les efforts de la KAS à un simple «coup d'épée dans l'eau». Certes, la fondation allemande n'a fait qu'animer des débats qui n'ont guère eu d'impact sur l'organisation territoriale de l'Etat philippin. En fait de coproduction de normes, la KAS a seulement contribué à ranimer un courant fédéraliste qui, pour l'instant tout au moins, demeure très minoritaire. Au vu des accointances qui existent entre le gouvernement et l'Internationale démocrate-chrétienne, les projets de la fondation allemande n'apparaissent guère menaçants pour la souveraineté de l'Etat philippin. Au contraire, ils alimentent des débats d'idées qui permettent au pouvoir d'entretenir les négociations de paix et de multiplier les options de sortie de crise sans jamais trancher sur l'essentiel: la revendication d'indépendance des Moro de Mindanao. C'est sans doute là qu'il faut chercher une autre grille de lecture concernant les projets de démocratisation de la KAS. Dans le contexte mondial de la «guerre contre le terrorisme» depuis 2001, le foyer de résistance islamiste de Mindanao a en effet pris une importance stratégique qui a considérablement revalorisé les acquis de la fondation allemande en pays moro. Dans cette perspective, la KAS présente d'abord et avant tout le mérite d'être présente sur place, et son projet se lit moins comme une tentative d'exportation de la démocratie que comme une entreprise de défense des démocraties occidentales. L'endiguement de la menace islamiste constitue ainsi une des pièces maîtresses du travail de la fondation allemande dans la région, notamment dans des pays musulmans comme la Malaisie et l'Indonésie où, faute de parti démocrate-chrétien, elle a cherché à soutenir les modérés opposés à une interprétation fondamentaliste du Coran. Un tel programme prend une résonance singulière aux Philippines, où la réforme de l'Etat et la lutte contre la sécession moro vont de pair. En fin de compte, la KAS s'avère avoir conforté la légitimité des pouvoirs établis, bien plutôt qu'elle ne l'a sapée.

[9] Rappelons que c'est l'imposition de la loi martiale par Ferdinand Marcos qui devait mettre un terme aux projets présentés en ce sens lors de l'Assemblée constituante de 1971: un système confédéral de vingt entités autonomes sur le modèle suisse pour Antonio de las Alas, et une fédération de cinq Etats pour Salvador Araneta. De leur côté, des groupes de gauche ont eux-mêmes pu proposer des réformes «cha-cha». Formé d'anciens opposants à la dictature, l'IPER (*Institute of Political and Electoral Reform*), qui est un des plus anciens partenaires de la FES aux Philippines, a ainsi entrepris de rédiger en 2006 un projet de Constitution visant à renforcer le Parlement et à créer un poste de Premier ministre.

BIBLIOGRAPHIE

ABAD Florencio
2002. «The Case for Parliamentary Government», in: Jose ABUEVA et al. (Eds), *Towards a Federal Republic of Philippines with a Parliamentary Government: A Reader*. Manille, KAS, Local Government Development Foundation.

ABUEVA Jose et al. (Eds)
2002. *Towards a Federal Republic of Philippines with a Parliamentary Government: A Reader*. Manille, KAS, Local Government Development Foundation.

ARNOVE Robert (Ed.)
1982. *Philanthropy and Cultural Imperialism: The Foundations at Home and Abroad*. Bloomington: Indiana University Press.

BACANI Benedicto
2004. *Beyond Paper Autonomy: The Challenges in Southern Philippines*. Cotobato: KAS, Notre Dame University College of Law.

BARRIGA Joanne, HERBERG Mirko
2006. «Engaging with Migration Issues: The Work of FES in the Philippines and Southeast Asia». *Asian and Pacific Migration Journal* 15: 425-30.

BÜCK Philipp
2007. «Civil Society and Conflict in Mindanao», in: Peter KREUZER, Rainer WERNING (Eds), *Voices from Moro Land*, p.99-124. Kuala Lumpur: Strategic Information and Research Centre.

BUENDIA Rizal
2006. «The Mindanao Conflict in the Philippines: Ethno-Religious War or Economic Conflict?», in: Aurel CROISSANT, Beate MARTIN, Sascha KNEIP (Eds), *The Politics of Death: Political Violence in Southeast Asia*, p. 147-187. Berlin: Lit.

CAMARA Philip, AGRA Alberto
2005. *Shift to Federalism: Is it Necessary Today?* Manille: KAS, Ateneo School of Government.

CHAUVEL Louis
2006. *Les classes moyennes à la dérive*. Paris: Seuil.

CHAVEZ Edwin, LLAMAS Ronald (Eds)
2006. *Philippine Society and Elements of People's Socialism*. Quezon City: CEP.

CMA (Centre for Migrant Advocacy)
2005. *Protection of the Rights of Migrant Workers and the Role of Trade Unions in Labor-Sending and Receiving Countries*. Quezon City: CMA.

ESPOSO William
2007. «What's in it for the US in an Independent Moroland?» *The Philippine Star* (2 sept.).

FALK Richard
1999. *Predatory Globalization: A Critique*. Cambridge: Polity Press.

FRANCK Thomas (Eds)
1968. *Why Federations Fail: An Inquiry into the Requisites for Successful Federalism*. New York: New York University Press.

GUILHOT Nicolas
2004. *Financiers, philanthropes: vocations éthiques et reproduction du capital à Wall Street depuis 1970*. Paris: Raisons d'agir.

HOFILEÑA Chay Florentino (Eds)
2006. *How to Win an Election*. Manille: Ateneo School of Government.

IRIBANI Abraham
2006. *Give Peace a Chance. The Story of the GRP-MNLF Peace Talks*. Manille: Magbassa Kita Foundation.

JUMA Monica Kathina, SUHRKE Astri (Eds)
2002. *Eroding Local Capacity: International Humanitarian Action in Africa*. Uppsala: Nordic Africa Institute.

KAS (Konrad Adenauer Stiftung)
2005. *International Perspectives on Federalism: Conference Proceedings*. Manille: KAS.

LOGODEF (Local Development Foundation)
2005. *Primer on Local Governments in a Federal System*. Manille: KAS.

MAY Ronald James
2007. «Federalism versus Autonomy in the Philippines», in: Baogang HE, Brian GALLIGAN, Takashi INOGUCHI (Eds), *Federalism in Asia*, chap. 8, p. 165-187. Cheltenham: Edward Elgar.

MONTIEL Cristina Jayme
2004. *The Power Terrain of Transitioning to Federalism. Can the Philippines learn from the Malaysia's Experience?* Manille: CMFP.

MORADA Noel
2007. «The Role of the ASEAN People's Assembly in Building an ASEAN Community». *Dialogue + Cooperation* 19: 95-101.

PANDOLFI Mariella
2000. «L'industrie humanitaire: une souveraineté mouvante et supracoloniale». *Multitudes* 3: 97-105.

PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine
2007. «La face cachée des ONG». *Politique internationale* 116: 347-68.

PRESCHLE Klaus, SOSMEÑA Gaudioso (Eds)
2005. *Local Government Issues and Policy Choices*. Manille: KAS, LOGODEF.

2006. *The Local Government Bureaucracy and Local Fiscal Administration*, Manille: KAS, LOGODEF.

RASUL Amina
2007. *Broken Peace? Assessing the 1996 GRP-MNLF Final Peace Agreement*. Manille: Konrad Adenauer Stiftung.

SANTOS Soliman
2002. «A Framework for Constitutional Accommodation», in: Jose ABUEVA et al. (Eds), *Towards a Federal Republic of Philippines with a Parliamentary Government: A Reader*. Manille, KAS, Local Government Development Foundation.

SEED (Small Economic Enterprises Development)
2006. *Harnessing People Participation in Local Governance*. Manille: SEED.

YUSUF Imtiyaz, SCHMIDT Lars Peter (Eds)
2006. *Understanding Conflict and Approaching Peace in Southern Thailand*. Bangkok: KAS.

AUTEUR

Docteur en sciences politiques et chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), Marc-Antoine Pérouse de Montclos est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), où il enseigne. Il a vécu plusieurs années au Nigeria, en Afrique du Sud et au Kenya et accomplit régulièrement des missions d'études en Asie et en Afrique. Il est l'auteur de nombreux articles et livres dont *Le Nigeria* (1994), *Violence et sécurité urbaines* (1997), *L'aide humanitaire, aide à la guerre?* (2001), *Villes et violences en Afrique subsaharienne* (2002), *Diaspora et terrorisme* (2003), *Guerres d'aujourd'hui* (2007) et *Etats faibles et sécurité privée en Afrique noire* (2008).

IEDES-IRD, Bâtiment 4 bis, 45 bis av. de la Belle Gabrielle, F-94736 Nogent sur Marne
Marc-Antoine.Perouse-de-Montclos@ird.fr